

*Air Canada*

Le gouvernement prétend que, à moins d'être privatisée, Air Canada ne pourra remplacer sa flotte au cours des quelques prochaines années parce qu'elle sera incapable de se procurer les fonds nécessaires. Je ne sais pas exactement quelle analogie serait appropriée, mais prenons comme exemple un étudiant qui habite chez ses parents afin de pouvoir aller à l'université et à qui ses parents demandent tout à coup de payer sa chambre et ses repas; il doit alors leur répondre que cela l'empêcherait de fréquenter l'université. Les parents reprochent ensuite à leur enfant de ne pas aller à l'université alors qu'en fait il ou elle ne veut pas payer le gîte et le couvert que ses parents devaient lui assurer.

Pour en revenir à notre affaire, je dirai que Air Canada appartient au peuple canadien. L'actif d'Air Canada nous appartient. Cette société n'a reçu aucuns capitaux de ses propriétaires au cours des dix dernières années en dépit des énormes modifications qu'a subies le secteur de l'aviation dans le monde entier et au Canada durant cette période. La société Air Canada a réussi de façon exceptionnelle à demeurer concurrentielle, à moderniser son exploitation, à offrir des tarifs compétitifs permettant à l'occasion de traverser notre pays aller-retour pour 300 \$ ou 400 \$, tarifs qui mettent le transport aérien à la portée de bien des gens qui ne pouvaient pas se le payer il y a huit ou dix ans.

Si la société Air Canada ne peut pas raisonnablement obtenir ces nouveaux appareils, c'est parce que le gouvernement ne le veut pas. Le gouvernement refuse de lui fournir des capitaux, puis prétend qu'elle ne peut pas acquérir de nouveaux appareils parce qu'elle n'a pas les fonds nécessaires. Évidemment pas, puisque le gouvernement ne veut pas lui en fournir.

Nous savons que cette question a donné lieu à un échange enflammé entre l'ancien ministre des Transports et actuel ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) et le ministre des Finances (M. Wilson). La société Air Canada est venue réclamer 300 millions de dollars. Le gouvernement a dit non et le ministre compétent, le vice-premier ministre, a donc décidé de privatiser cette société. Une situation de crise a été créée qui n'avait pas lieu d'être.

Le gouvernement, incapable de trouver 300 millions de dollars de capital-actions, n'a pas cherché d'autres solutions, notamment l'achat-bail, et il s'est bien gardé de révéler les concessions que les fabricants d'avions sont disposés à faire pour assurer le financement de la nouvelle flotte dont Air Canada aura besoin au cours des 15 prochaines années. La société aérienne devra dépenser quelques milliards de dollars. C'est beaucoup, et cette somme doit prendre en partie la forme de capitaux propres. Je peux le comprendre, à titre de néo-démocrate. Si mon parti était au pouvoir, le ministre des Finances saurait, si telle est la solution qui s'impose, trouver dans le budget même du gouvernement les fonds dont Air Canada aurait besoin, afin que celle-ci puisse demeurer une société aérienne nationale appartenant à l'État.

Demandons-nous à nouveau pourquoi le gouvernement, qui s'apprête à acheter des sous-marins au coût de 16 à 18 milliards de dollars, veut se départir d'Air Canada, une société d'État. Puisqu'il va débloquer un milliard de dollars pour un système de défense aérienne à basse altitude qui protégera, croyez-le ou non, deux aéroports militaires de la République fédérale d'Allemagne, aux termes de notre engagement au sein

de l'OTAN, pourquoi ne peut-il pas trouver 300 millions de dollars pour Air Canada?

● (1330)

Je ne pense pas que les 300 millions soient nécessaires immédiatement. J'ai jeté un coup d'oeil aux états financiers de la société. Elle a besoin d'un apport de capitaux, mais si elle pouvait compter sur 100 millions au 1<sup>er</sup> juillet, sur un autre apport en avril prochain et sur le reste de la somme en mars ou avril 1990, elle serait satisfaite. Cela lui redonnerait confiance et lui permettrait de passer commande pour les nouveaux appareils qu'il lui faut. Nous conserverions ainsi sur Air Canada le droit de regard qui va nous échapper parce que le gouvernement ne voit pas plus loin que son nez.

On prétend que le gouvernement fédéral s'est saigné à blanc pour Air Canada. Je ne suis pas sûr de bien comprendre. Aucun fonds public n'a été injecté dans cette société. Ce n'est pas comme de Havilland ou Canadair. Et on renchérit encore en disant que la privatisation d'Air Canada permettra de pratiquer des compressions et d'améliorer son efficacité. Cela reste à prouver. Le président du conseil d'administration lui-même a admis qu'elle était efficace.

Selon lui et selon le directeur général d'Air Canada, les consommateurs canadiens profiteront immédiatement des retombées de la privatisation d'Air Canada, qui se traduira par une baisse des tarifs et par des initiatives audacieuses en faveur de ses clients. Si j'étais le ministre des Transports, je convoquerais ces gens pour leur dire de but en blanc: «Qu'êtes-vous en train de mijoter, grand Dieu? Voulez-vous dire que vous réduirez vos tarifs si nous souscrivons à votre campagne de privatisation?». C'est du chantage, et rien d'autre, de la part de MM. Jeannot et Taylor.

En tant que président du conseil d'administration et directeur général d'une société d'État, ils ont manqué à leurs responsabilités en menant cette campagne intempestive depuis des années. Si le gouvernement avait la moindre jugeotte, il leur rappellerait qu'ils sont des employés de ce transporteur actuellement. Il leur signifierait que c'est le gouvernement qui représente les Canadiens et qu'ils doivent cesser immédiatement cette campagne de privatisation. Que cette décision relève du gouvernement et qu'ils ne doivent pas chercher à lui forcer la main.

Je voudrais conclure sur quelques considérations historiques qui remontent au temps de ce grand Canadien qu'était Sir John A. Macdonald. Comme l'a signalé mon ami Herschel Hardin il y a plusieurs années dans son excellent livre *A Nation Unaware: The Canadian Economic Culture*, le Canada a eu et a maintenant une culture d'initiative publique. Nous avons des chemins de fer efficaces parce que nous avons le Canadien National et le Canadien Pacifique. Le Canadien National est né à la suite de placements malavisés dans le secteur privé, mais il a assuré un service de chemin de fer très efficace au Canada. La Société Radio-Canada et les chaînes privées se font une saine concurrence. Le secteur public prête son concours dans l'établissement des normes et dans la prestation d'un service à tous les habitants de ce pays immense et varié. Si le secteur de la radiodiffusion venait à faillir à sa tâche, je sais que Radio-Canada serait là pour prendre la relève.